



Assemblée générale

Distr. limitée
2 décembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Deuxième Commission

Point 100 de l'ordre du jour

Environnement et développement durable

**Projet de résolution présenté par le Vice-Président de la Commission,
M. Daúl Matute (Pérou), à l'issue de consultations officielles
sur le projet de résolution A/C.2/54/L.17**

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, par laquelle elle a décidé de créer le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Rappelant également ses résolutions 53/187 du 15 décembre 1998 relative au rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et 53/242 du 28 juillet 1999 relative au rapport du Secrétaire général sur l'environnement et les établissements humains,

Rappelant en outre les résultats et les décisions de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21¹ et, en particulier, les paragraphes 119 et 122 à 124 du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21²,

Rappelant également la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement, que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement a adoptée à sa dix-neuvième session³,

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution 1, annexe II.

² Résolution S-19/2, annexe.

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 25* (A/52/25), annexe, décision 19/1, annexe.

Ayant examiné le rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa vingtième session⁴,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa vingtième session et les décisions qu'il contient⁴;

2. *Prend note*, en particulier, de la décision 20/31 du Conseil d'administration, en date du 4 février 1999, intitulée «Projet de budget-programme du Programme des Nations Unies pour l'environnement, budget révisé de l'exercice biennal 1998-1999 et projet de budget pour l'exercice biennal 2000-2001», qui apporte un appui concret au programme de travail intégré du Programme des Nations Unies pour l'environnement, entérine son nouvel organigramme, et prévoit une augmentation du niveau de financement du Fonds pour l'environnement pour l'exercice biennal 2000-2001;

3. *Approuve* les propositions tendant à faciliter et à soutenir le renforcement des liens et de la coordination entre les conventions relatives à l'environnement et aux domaines connexes, y compris au moyen du Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans le respect intégral du statut des secrétariats des conventions et de l'autonomie des conférences des parties aux conventions en matière de décision;

4. *Prend acte avec satisfaction* de la contribution du Programme des Nations Unies pour l'environnement aux travaux de la Commission du développement durable à sa septième session, et encourage le Conseil d'administration à prévoir, lors de ses futures sessions, pour la Commission du développement durable à ses futures sessions, des informations, une analyse et des avis sur les aspects scientifiques et techniques et sur les grandes orientations des questions mondiales d'environnement et, en particulier, à contribuer à la préparation de l'examen décennal de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 2002;

5. *Se félicite* des progrès accomplis dans les négociations relatives à un instrument juridiquement contraignant dans le cadre de l'action internationale de lutte contre certains polluants organiques persistants, en vue de la conclusion anticipée de ces négociations;

6. *Encourage* le Programme des Nations Unies pour l'environnement dans l'appui qu'il apporte aux pays en développement, en particulier en Afrique, grâce à la mise en place d'un soutien et de capacités à un niveau décisif en vue des négociations internationales relatives à l'environnement et, notamment, à la relance de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement;

7. *Insiste* sur le fait qu'il importe de renforcer l'Office des Nations Unies à Nairobi, seule ville siège située dans un pays en développement, et encourage une utilisation accrue de ses installations;

8. *Prend note* du resserrement de la coopération et de la collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains dans le cadre de leurs mandats respectifs et compte tenu de leur identité distincte en matière de programmes et sur le plan budgétaire et administratif, le but étant de leur permettre de travailler plus efficacement;

9. *Invite* tous les pays à assurer un apport suffisant de ressources financières, sur une base stable et prévisible, afin que le programme de travail pour l'exercice biennal 2000-2001 puisse être mené à bien;

⁴ Ibid., cinquante-quatrième session, Supplément No 25 (A/54/25).

10. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Programme des Nations Unies pour l'environnement les ressources nécessaires au titre du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2000-2001, conformément aux pratiques budgétaires en vigueur, et d'examiner les moyens d'apporter un appui accru à la revitalisation du Programme.
